

Syrie



Non à l'intervention militaire

La France doit prendre l'initiative politique

L'Escalade de la confrontation militaire provoquée par le régime syrien suscite de très graves inquiétudes.

Les bombardements à l'arme chimique, dont la responsabilité est attribuée au régime de Ba-char Al Assad, ont fait franchir un pas spécifique et particulièrement criminel dans l'horreur.

Il faut encore que toute la lumière soit faite sur ces bombardements. Mais les États-Unis, qui auraient déjà formé près de trois cents combattants de commandos pour l'ASL (armée syrienne libre) au cours de ces dernières semaines, ont maintenant renforcé leur flotte de guerre armée de missiles de croisière en Méditerranée.

La crise syrienne est devenue dans les faits une crise « géopolitique internationale ».

Le bilan de cette confrontation est effroyable :

Environ 100 000 morts, plusieurs millions de réfugiés dont un million d'enfants, un pays dévasté, des villes en cours de destruction, une société pulvérisée par une violence et des affrontements internes directement soutenus par des États et différents acteurs politiques de la région. Il faut arrêter ça ! Les affrontements avaient déjà franchi le seuil de l'inhumanité avec des exactions d'une sauvagerie rarement égalée, comme ces civils égorgés vivants par des groupes salafistes se situant dans l'opposition.

Aujourd'hui, une intervention militaire de Washington et de ses alliés dont la France constituerait un degré supplémentaire dans l'inacceptable, dans cette escalade sans issue. Bombarder la Syrie serait ajouter la guerre à la guerre. Avec les risques rarement égalés d'un embrasement au Moyen-Orient, notamment d'une explosion du Liban où les attentats, les représailles et les vengeances se succèdent.

La France doit maintenant parler clair et prendre une forte initiative.

Le Parti communiste français appelle les autorités françaises à prendre l'initiative d'une réunion au sommet des belligérants et des principales puissances impliquées, les États-Unis et la Russie bien sûr, mais aussi la Turquie et l'Iran, afin de définir les conditions d'un arrêt de l'escalade dans la confrontation militaire, et d'une transition démocratique en Syrie.

Comme l'a indiqué Pierre Laurent, secrétaire national du PCF dans sa lettre au Président de la République, il faut reprendre l'esprit et l'ambition de la deuxième conférence de Genève qui aurait dû tracer la voie d'une telle solution il y a déjà des mois. Il faut aussi obtenir l'engagement du Secrétaire général de l'ONU pour que l'exigence d'une solution politique l'emporte contre les menaces qui pèsent sur la sécurité internationale.

Chacun doit maintenant mesurer sérieusement la responsabilité qu'il doit prendre. Il y a urgence.

La Fédération du Calvados du Parti Communiste Français appelle à un rassemblement le

LUNDI 2 SEPTEMBRE 18h30 h Place st Pierre à Caen pour marquer le refus d'une intervention militaire et l'exigence d'une résolution politique et pacifique du conflit.

